



ADF AUJOURD'HUI

QUATRIÈME FORUM POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Gouvernance pour une Afrique en marche

Lundi, 11 Octobre 2004

Bienvenue à l'ADF

*K.Y. Amoako, Secrétaire Exécutif
Commission économique pour l'Afrique*

C'est un grand plaisir pour moi de vous souhaiter la bienvenue à ce quatrième Forum pour le développement de l'Afrique (ADF IV) qui se tient ici à Addis-Abeba, siège de la CEA.

ADF IV a pour thème « la gouvernance pour une Afrique en marche ». Pourquoi avons-nous choisi ce thème ? Parce que nous estimons que l'amélioration de la gouvernance est essentielle pour un avenir plus viable et plus prometteur pour l'Afrique.

Pour nous, la bonne gouvernance et le développement durable sont indissociables. La bonne gouvernance nécessite un État bien dirigé, capable de fournir des services avec efficacité, de gérer les ressources financières dans la transparence et de respecter l'État de droit de sorte que les affaires prospèrent et génèrent croissance, emplois et revenus.

Cette approche doit aller de pair avec des politiques qui réduisent la pauvreté et favorisent la paix, l'éducation et la santé. Il s'agit là d'exigences fondamentales pour que nos citoyens puissent saisir les occasions qui se présentent et avoir accès à l'information dont ils ont besoin pour jouer un véritable rôle dans la prise de décision et participer aux activités de développement.

C'est pour cela que l'initiative continentale du NEPAD – le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique – a accordé tant d'importance à ses composantes de démocratie et de gouvernance, soulignant que «le développement ne peut se réaliser en l'absence d'une démocratie véritable, du respect des droits de l'homme, de la paix et de la bonne gouvernance».

Les résultats de l'importante étude sur la gouvernance dans les États africains que la CEA a effectuée vous seront présentés cette semaine. On y constate que dans l'ensemble la gouvernance ne cesse de progresser en Afrique et qu'il y a lieu de se féliciter mais qu'il y a également des domaines où des mesures correctives sont absolument nécessaires – dans les États où des conflits dévastateurs ne sont toujours pas résolus, où la corruption est répandue et la prestation de services inadéquate. Trop peu de gouvernements se soumettent à l'obligation de rendre compte et il n'y a pas assez d'engagement en termes de transparence, de participation populaire et de réformes.

Au cours de cette semaine, nous espérons que vous parviendrez à vous mettre d'accord sur un programme audacieux et novateur de consolidation de la gouvernance en Afrique et, par-dessus tout, de renforcement des capacités humaines nécessaires pour y parvenir. Si à l'issue de nos travaux, nous arrivons à définir pour les gouvernements, les milieux d'affaires, les ONG

Suite page 2

7^{ième} Conférence régionale africaine sur les femmes, pas une conférence de plus *Par Francine Nzibarega*

C'est dans l'enceinte de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) qu'a débuté la 7^{ième} Conférence régionale africaine sur les femmes. La cérémonie d'ouverture qui s'est déroulée vendredi 8 octobre 2004, a été marquée par l'installation de la Flamme de la Paix des Femmes Africaines.

La 7^{ième} Conférence régionale africaine sur les femmes a débuté par la cérémonie d'installation de la Flamme de Paix des femmes Africaines. La Torche de la Paix a traversé le continent africain pendant les années pour proclamer des messages de paix et de solidarité de la part des femmes africaines. Les femmes de la région des Grands Lacs, particulièrement touchées par la guerre, ont été représentées par les femmes de la République démocratique du Congo (RDC) pour allumer la Flamme, et l'ont présentée à la présidence de la Conférence Son Excellence Mme Jeanne Dambenzet, Ministre de la fonction publique, des réformes administratives et de la promotion de la femme du Congo.

Après l'installation de la Flamme de la Paix, les femmes se sont retrouvées dans la Tente de la Paix construite pour l'occasion dans l'enceinte de la CEA. L'histoire de cette tente date de 1994 à Dakar, lors de la 5^{ième} Conférence régionale africaine sur les Femmes. Comme l'une des participantes l'a expliqué, c'est une Tente de la Paix parce que: «Dans les situations en conflit, les enfants, les femmes vivent dans des tentes, mais nous voulons transformer cela en une Tente d'Espoir».

Mme Joséphine Ouedraogo, Représentante de la Commission économique pour l'Afrique et Directeur du Centre africain pour le genre et le développement a prononcé le discours d'ouverture de la Conférence. Au nom de Monsieur K Y Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, et également au nom de ses collaborateurs du Centre africain pour le genre



Mme Joséphine Ouedraogo

Photo: UNECA/Amamo Florent

et le développement, elle a souhaité à toutes et à tous la bienvenue à Addis Abeba. Mme Joséphine Ouedraogo a commencé par rappeler que la 6^{ième} Conférence régionale africaine, s'était tenue ici même pour faire le bilan quinquennal de la Plate-forme d'action de Beijing. Les recommandations de la 6^{ième} Conférence régionale africaine sur les femmes ont été consignées dans le Plan d'Action africain couvrant la période de 2000-2004 en vue d'accélérer la mise en œuvre de la Plate-forme d'action de Beijing. Ce Plan d'action visait à renforcer l'intégration de la dimension genre dans les politiques et les programmes gouvernementaux; à dégager plus de ressources pour soutenir les actions visant la mise en œuvre de la Plate-forme; à mettre en place des mécanismes de concertation, de suivi et de reddition; et à faire de la lutte contre le VIH/sida une priorité nationale.

Mme Joséphine Ouedraogo a fait savoir que cette première étape d'évaluation de la mise en œuvre de la Plate-forme de Beijing a fait prendre conscience de l'incompréhension persistante du con-

Suite page 2

Blair s'engage au côté de l'Afrique *par Doua Gouly*

Tony Blair, le Premier ministre britannique a annoncé clairement, le jeudi 7 octobre 2004, son engagement à soutenir l'Afrique dans les années à venir.

Dans son allocution très attendue aux participants aux travaux de la «Commission pour l'Afrique» qui s'est tenue dans les locaux de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies, il a déclaré que le continent noir «sera l'une de ses priorités pendant la présidence britannique de la Commission de l'Union européenne l'année prochaine».

«Je veux utiliser notre présidence et les intérêts qu'accorde le G8 à l'Afrique pour transformer cette attention internationale en action de soutien à l'Afrique», a déclaré le Premier ministre britannique.

Tony Blair estime que les populations africaines ont assez souffert pour que le monde continue de rester indifférent. «Des millions de personnes qui souffrent des persécutions, des conflits et de l'extrême pauvreté doivent retourner dans leur pays. Beaucoup d'entre eux n'ont pas de ressources et certains seront probablement des réfugiés dans des pays pauvres africains incapables de les protéger. Il faut mettre fin à tout cela», a martelé le Premier ministre britannique.

Il soutient que «la pauvreté et l'instabilité ouvrent les États au terrorisme et autres criminalités comme ce fut le cas avec les événements du 11 septembre 2001 aux États Unis où Al Qaeda s'était basé en Afrique».

Tony Blair a ironisé le sort des enfants africains en ces termes: «C'est faux que plus d'un enfant africain sur six meurent à moins de cinq ans. C'est faux que seulement la moitié des chanceux ont

la possibilité de terminer leurs études primaires. C'est encore faux que 12 millions d'enfants africains sont orphelins du sida».

«Le peuple britannique et moi-même ne voulons plus de cela. C'est pourquoi toutes les ONG du monde se sont jointes à nous, pour combattre la pauvreté sur ce continent», a-t-il ajouté.

Le Premier ministre britannique a indiqué que «l'année prochaine sera une année décisive pour l'Afrique et pour nous tous pour avoir une politique qui permettra de relever le challenge».

Il a révélé qu'en juin dernier, son pays avait promis 1,5 milliards de livres sterling pour les trois prochaines années dans le cadre de la lutte contre le sida dans les pays en développement, et spécialement en Afrique. «A part cette assistance, nous avons doublé notre contribution pour le Fonds global de lutte contre le sida et le paludisme pour atteindre les 150 millions de livres sterling», a déclaré le Premier ministre britannique.

Tony Blair a indiqué par ailleurs que les conflits armés sont l'une des bases du manque de progrès économique en Afrique. Dans le règlement de ces multiples conflits, il propose que «la communauté internationale doit appuyer les solutions africaines dans les crises africaines». Car, il se dit «assuré que l'Afrique est capable de grands progrès pouvant faire reculer la pauvreté».

La Commission pour l'Afrique qui a organisé cette rencontre en marge des travaux du 4^{ième} Forum pour le développement de l'Afrique de la CEA est une initiative de Tony Blair. Elle vise à proposer un ensemble cohérent de politiques destinées à accélérer le progrès en Afrique.

Une voix pour les femmes africaines

Africawoman est un journal constitué d'un réseau de 80 femmes journalistes issues du Ghana, Kenya, Zimbabwe, Malawi, Ouganda, Tanzanie, Zambie et Nigéria qui se rencontrent une fois par mois virtuellement. Les journalistes échangent des idées et discutent des problèmes rencontrés par les femmes en Afrique. Elles publient une fois par mois un journal en ligne. Le but est de rendre compte de l'opinion des femmes africaines sur les problèmes du continent.

Africawoman encourage aussi les femmes à développer une nouvelle vision dans les médias en se construisant leurs propres points de vue et analyses.

Dans le futur, Africawoman espère diffuser sa voix par un système de supplément dans les journaux africains, de brèves et de nouvelles pour les services d'information et les stations de radios communautaires, et enfin présenter des documentaires TV et radio pour les médias locaux et internationaux

Depuis sa création Africawoman a publié 22 éditions en ligne. Six ont été des éditions spéciales: Santé maternelle, Education, VIH/sida, Santé de la reproduction, Commission pour l'Afrique, violence domestique et Sommet de la Terre.

Africawoman est présent à Addis Abeba pour la Conférence Beijing+10 et la Commission pour l'Afrique.

Site Web : www.africawoman.net

7ième Conférence régionale ... suite de la page 1

cept et de l'approche genre. Cette incompréhension, continue-t-elle, a engendré des limites certaines dans la formulation de politiques et de stratégies gouvernementales pourtant sensées contribuer à réduire les inégalités entre les sexes. Mme Joséphine Ouedraogo souligne que les autres étapes de l'évaluation décennale se sont juxtaposées à celles définies au niveau mondial par le Secrétaire général des Nations Unies, en y intégrant des bilans sous-régionaux. Ainsi cette 7ième Conférence régionale africaine sur les femmes est la dernière étape de l'évaluation de la Plate-forme de Beijing.

Selon Mme Joséphine Ouedraogo, aujourd'hui les femmes représentent 70% de la population la plus pauvre en Afrique, il devient donc difficile, voire impossible, de dissocier la condition des femmes du bilan général des progrès et des échecs des politiques de développement en vigueur sur notre continent.

Mme Joséphine Ouedraogo a terminé son allocution en formulant un vœu: «Que nos travaux ne soient pas une conférence de plus, mais qu'ils marquent un tournant et une étape décisive dans notre quête de mieux faire et de mieux être, pour nous mêmes, comme pour les générations futures».

Conflits: nos enfants méritent mieux

«L'Afrique ne souffre pas d'un manque d'idées mais d'un manque de réalisations»

L'Afrique ne manque pas de dirigeants avec des idées mais le problème est que ces idées ne sont pas réalisées.

Si les conventions et les accords étaient pris au sérieux, de nombreux conflits seraient aujourd'hui arrêtés. Mais beaucoup de dirigeants africains tardent et les gouvernements doivent dépenser des millions en forces de maintien de la paix et en reconstruction plutôt que de cibler la prévention.

Ainsi Abdul Mohamed du groupe Inter Africa installé à Addis Abeba souligne que «l'Afrique ne souffre pas d'un manque d'idées mais d'un manque de réalisations». A. Mohamed est intervenu à l'occasion du débat sur la gouvernance, la paix et la sécurité lors de la Commission pour l'Afrique; il a ajouté: «Nous avons besoin d'institutions qui peuvent assumer, fonctionner, être crédibles et responsables.»

Les femmes ont souligné les différences entre la Plateforme d'action de Beijing et le peu d'actions entreprises. Salimata Porquet de l'Organisation des femmes et de la paix de Côte d'Ivoire est intervenue en soulignant la nécessité d'écouter les femmes, de prévenir les conflits et a demandé à la Commission d'appuyer la société civile.

Quant au sénateur Nancy Kaselbaum Baker, un des commissaires de la Commission Blair, elle pense que les femmes ont l'avenir du continent entre leurs mains.

La société civile a donc un rôle primordial à jouer pour assurer la bonne gouvernance, ingrédient indispensable pour la paix et la sécurité.



Enfants au Soudan

La présidente de séance Lintah Mohohlo a souligné la nécessité de contribuer à l'amélioration du continent parce que «nos enfants méritent une Afrique meilleure»

Bilan de la Commission Blair

Tony Blair a souligné lors de la seconde réunion de la Commission pour l'Afrique à Addis Abeba qu'il s'appuierait sur la présidence simultanée de la Grande Bretagne du G8 (janvier 2005) et de l'Union européenne (juin 2005) pour donner la priorité à l'Afrique.

La commission pour l'Afrique est une initiative privée de Blair qui a débuté en février de cette année afin de rassembler des idées et des actions en faveur de l'Afrique et qui seront présentées en avril 2005.

La Commission est composée de 17 membres issus de gouvernements, société civile et du monde des affaires, d'Afrique et de l'extérieur, chacun travaillant en toute indépendance.

La réunion de deux jours à Addis Abeba a été l'opportunité pour les commissaires de rendre compte de leurs travaux depuis leur première réunion en mai. Six thèmes ont été retenus: paix et sécurité, ressources naturelles, économie, culture et participation.

La réunion d'Addis Abeba intitulée «Voix africaines» a permis à la Commission d'échanger avec la société civile africaine. A cette occasion, Irungu Houghton d'Oxfam a souligné que la réussite de cette Commission repose sur l'écoute et la prise en compte des revendications des



africains. OXFAM pense que les priorités de la Commission sont de pousser à réformer les échanges commerciaux, mieux aider financièrement l'éducation et la santé, et enfin à annuler la dette.

Bienvenue à l'ADF suite de la page 1

et les Africains de toutes conditions, une feuille de route sur les objectifs recherchés et sur la manière de les atteindre ensemble, nous aurons franchi une étape extrêmement importante.

Le quatrième Forum pour le développement de l'Afrique se tient en même temps qu'un certain nombre d'autres réunions importantes. Alors qu'il se met en place des ministres de tout le continent participent à la septième Conférence régionale africaine sur les femmes - Beijing + 10 - pour examiner les progrès effectués pendant la dernière décennie, aux niveaux national et régional, dans la prise en compte des différentes préoccupations des femmes africaines, qui avaient été exprimées dans la Plate-forme de Dakar de 1994 et dans le Plan d'action de Beijing de 1995 adopté lors de l'historique quatrième Conférence mondiale de l'ONU sur les femmes. Par ailleurs, un Forum des ONG féminines d'Afrique a eu lieu les 6 et 7 octobre, juste avant Beijing + 10.

Pendant la Conférence Beijing + 10, le Centre africain pour le genre et le développement va lancer le nouvel Indice de développement et des inégalités entre les

sexes en Afrique (IDISA). Il s'agit d'un outil qui aidera les décideurs, les planificateurs et la société civile à évaluer, mesurer et comparer l'égalité et l'équité entre les sexes au sein du continent.

Parallèlement à ADF IV se tiendra aussi la Commission du VIH/sida et de la gouvernance en Afrique qui examinera les effets à long terme du VIH sur notre continent et les meilleures perspectives d'avenir. La Commission pour l'Afrique du Royaume-Uni, s'est également réunie juste avant ADF, sous la conduite du Premier Ministre Tony Blair.

Et immédiatement, après la clôture d'ADF aura lieu la réunion de la Grande Table qui rassemble un groupe d'éminents ministres, analystes des politiques de coopération en matière du développement et autres penseurs du développement de l'Afrique. Ils passeront deux jours à discuter des moyens de stimuler les investissements en Afrique.

Tout cela confirme ce que nous savons déjà, à savoir qu'il existe en ce moment une véritable dynamique en soutien aux organisations et initiatives qui oeuvrent pour encourager le développement de l'Afrique. La CEA est fière d'en faire partie.

Le quatrième Forum pour le développement de l'Afrique cherche à instaurer un dialogue franc et constructif sur une question spécifique de développement de première importance pour celui de l'Afrique. Il réunit des fonctionnaires, des experts, des responsables du secteur privé et de la société civile, ainsi que des partenaires au développement pour que, dans tous les différents sphères et secteurs qui sont les nôtres, nous puissions nous mettre d'accord sur des objectifs communs et œuvrer de concert pour les atteindre. Les trois derniers forums pour le développement de l'Afrique ont réellement contribué à faire avancer le débat et à déclencher des plans d'action et des stratégies dans les domaines des technologies de l'information, du VIH/sida et de l'intégration régionale.

Nous espérons que ADF IV sur la gouvernance sera de la même manière à la hauteur des attentes.

Passez une bonne semaine à la CEA et à Addis-Abeba tout en partageant vos pensées, doutes, rêves et bonnes pratiques. C'est cela ADF en somme.

Je vous souhaite plein succès dans vos travaux.